

École Nationale Supérieure d'Architecture de Saint-Étienne
1 rue Buisson BP 94, 42003 Saint-Étienne Cedex 1
st-etienne.archi.fr +33 (0)4 77 42 35 42
Université Jean Monnet Saint-Étienne

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P. N°2025-2)**

**FOURNITURE, INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET LOCATION
D'UN TRACEUR POUR LE COMPTE DE L'ENSASE**

Marché à procédure adaptée, passé selon les dispositions des articles L.2123-1,
R.2123-1 et R.2123-4 en application du Code de la commande publique

Table des matières

PARTIE 1. PREAMBULE.....	3
PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	4
2.1 Objet du marché	4
2.2 Description du marché.....	4
2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
ARTICLE 3. FORME ET DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 5. ASSURANCES.....	6
ARTICLE 6. INTERVENANTS	7
6.1. Sous-traitance.....	7
6.2 Groupement d’opérateurs économiques	8
PARTIE 3. MODALITES D’EXECUTION	9
7.1 Représentation du pouvoir adjudicateur	9
7.2 Représentation du titulaire.....	9
ARTICLE 8. CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE	9
8.1 Lieux d’exécution des prestations	9
8.2 Délais d’exécution des prestations.....	10
8.2.1 Livraison, installation et mise en service des équipements.....	10
8. 2.2 Formation des administrateurs.....	10
8.3 Délais d’exécution des prestations de maintenance	11
8.4 Prolongation des délais d’exécution	11
ARTICLE 9. OBLIGATIONS DES PARTIES	11
9.1 Obligations du Pouvoir adjudicateur	11
9.2 Obligations du titulaire.....	12
ARTICLE 10. PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT.....	13
ARTICLE 11. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	13
PARTIE 4. CONSTATATION DE L’EXECUTION, GARANTIE	14
ARTICLE 12. VERIFICATION ET ADMISSION	14
12.1. Modalités d’exécution des opérations de vérification	14
12.2. Décisions après opérations de vérification.....	14
ARTICLE 13. DELAI DE GARANTIE	15
PARTIE 5. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT	16

ARTICLE 14. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHE PUBLIC	16
14.1. Modalités de fixation des prix	16
14.2. Contenu du prix	16
14.3. Révision des prix	17
14.4. Clause de sauvegarde	17
ARTICLE 15. AVANCE	18
ARTICLE 16. MODALITES DE PAIEMENT.....	18
16.1. Délai de paiement.....	18
16.2. Facturation.....	18
PARTIE 6. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION	20
ARTICLE 17. PENALITES	20
ARTICLE 18. MESURES COERCITIVES	20
ARTICLE 19. CAS DE RESILIATION.....	21
ARTICLE 20. LIQUIDATION.....	22
ARTICLE 21. LITIGES ET DIFFERENDS	22
ARTICLE 24. DEROGATIONS AU CCAG	22

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

École Nationale Supérieure d'Architecture de Saint Etienne	
Adresse : 1 rue Buisson – BP 94	Code postal : 42003 Saint Etienne cedex1
Ville : Saint Etienne	Pays : France
Adresse internet : https://www.st-etienne.archi.fr	

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture, installation, mise en service et maintenance d'un traceur neuf.

Le traceur sera livré et installé à l'adresse et emplacement indiqué à l'article 3.2 du CCTP.

2.2 Description du marché

Les prestations attendues concernent :

- La location d'un traceur
- La livraison et installation sur site du traceur et consommables associés (toner, cartouche d'encre)
- Une formation initiale de prise en main du matériel assurée par le titulaire sur site lors de la mise en service
- La maintenance curative
- La maintenance corrective
- La reprise du matériel appartenant au titulaire à l'expiration du contrat (enlèvement sous la responsabilité et la charge du titulaire, les conditions seront définies par le Pouvoir adjudicateur)

Le descriptif technique des prestations attendues sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières CCTP.

2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

En cas de besoin, le titulaire pourra être sollicité afin de déplacer au sein-même du site. Cette prestation comprendra le déplacement du traceur depuis le point de départ, la main d'œuvre, la configuration réseau avec un technicien de proximité.

Cette prestation sera réalisée selon la tarification indiquée dans l'annexe financière **1A à l'ATTRI1 dans l'onglet « PSE »**.

ARTICLE 3. FORME ET DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend la forme d'un marché ordinaire.

Il est conclu pour une **durée de 60 mois** ferme à compter de l'installation du traceur.

Le marché est rendu exécutoire dès sa notification par le pouvoir adjudicateur et le délai de livraison court à compter de cette date.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG fournitures courantes et services, le délai d'exécution du marché commence à courir à la date fixée ci-dessus.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, en l'occurrence son annexe financière
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS)
- Le mémoire technique fourni par le titulaire lors de la phase de candidature,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

Les dispositions de l'article 4.2 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Les dispositions de l'article 9 du CCAG FCS s'appliquent.

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit à ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 6. INTERVENANTS

6.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

6.2 Groupement d'opérateurs économiques

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

7.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Saint Etienne (ENSASE).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur de l'ENSASE ou toute personne habilitée par délégation pour l'exécution du marché.

Le responsable du **Service des Systèmes d'Informatiques** de l'ENSASE est chargé de suivre l'exécution des prestations objet du présent marché.

Il reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Il procède ainsi aux opérations de vérification et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

7.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur, habilité à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cette personne veillera à ce que, à chaque période ou étape de l'exécution du marché, les ressources et moyens nécessaires soient mis en œuvre pour assurer la bonne exécution des prestations. Cette personne sera joignable par téléphone et courrier électronique.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné. En cas d'absence de la personne habilitée à représenter le titulaire, ce dernier s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la continuité des prestations.

Tous les échanges se feront par courriel de préférence ou par téléphone.

ARTICLE 8. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 Lieux d'exécution des prestations

L'équipement sera livré à l'adresse suivante :

8.2 Délais d'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux délais et conditions indiqués à l'article 3.2 du CCTP.

Ils commencent à courir à compter de la date de notification du marché.

Le non-respect de ces délais peut le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont précisés à l'article 18 du présent CCAP.

8.2.1 Livraison, installation et mise en service des équipements

Le titulaire s'engage à livrer franco de port et d'emballage et à installer les équipements dans un **délai de 60 jours ouvrés après la notification du marché**.

L'installation comprend la mise en réseau du traceur, la configuration des paramètres d'impression et de numérisation, ainsi que la connexion aux serveurs de la structure d'accueil. Le prestataire est également chargé de tester les équipements et de s'assurer de leur bon fonctionnement avant leur mise à disposition aux agents.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison (étages inclus). Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

L'exécution de ces prestations se feront conformément aux modalités détaillées à l'article 4 du CCTP.

8. 2.2 Formation des administrateurs

Le titulaire s'engage à assurer la formation initiale, sans supplément de prix aux administrateurs des impressions dans les **5 jours ouvrés** à compter de **l'installation et de la mise en service**.

L'exécution de cette prestation se fera selon les modalités détaillées à l'article 5 du CCTP.

8.3 Délais d'exécution des prestations de maintenance

Les prestations de maintenance du matériel débutent à son admission.

La maintenance comprend toutes les interventions, l'entretien complet des matériels. Les visites de maintenance préventives et curatives, le remplacement des pièces usagées ou détériorées.

Leurs modalités sont détaillées à l'article 4 du CCTP.

8.4 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'ÉNSASE dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG FCS, le délai dont dispose le titulaire pour signaler à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel est ramené à **cinq (5) jours ouvrés**.

Le non-respect des délais d'exécution expose le titulaire à la mise en place des pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DES PARTIES

9.1 Obligations du Pouvoir adjudicateur

L'ÉNSASE sera l'interlocuteur du titulaire pour les questions de commande et de paiement durant la durée du marché.

L'ÉNSASE, en tant que commanditaire des prestations, conserve les responsabilités relatives :

- A la validation des attendus fixés à la prestation ;
- A la priorisation des prestations du marché ;
- A la soumission des demandes et au contrôle de bonne réalisation de celles-ci ;
- Aux possibles modifications d'ordre réglementaire qui pourraient intervenir durant le marché

L'ÉNSASE s'engage à fournir au titulaire l'ensemble des informations et documents nécessaires pour la réalisation des prestations.

9.2 Obligations du titulaire

Devoir d'information et de conseil

Le titulaire sera l'interlocuteur unique et direct de l'ENSASE. Il est tenu à une obligation d'information, de conseil et de mise en garde. A ce titre, il avise l'acheteur de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du présent marché, de toute difficulté majeure ou de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution. En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura connaissance dans l'exécution du marché.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

Le titulaire se porte garant du fait que ses personnels sont astreints aux présentes obligations de confidentialité.

Prévention des risques de conflits d'intérêts

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura connaissance durant l'exécution du marché.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur. Toute fuite de données sera considérée comme une violation grave du contrat et pourra entraîner un contentieux.

Le titulaire se porte garant du fait que ses personnels sont astreints aux présentes obligations de confidentialité.

Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 10. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations sur simple demande de l'acheteur.

ARTICLE 11. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire du marché, devra permettre à l'utilisateur d'être en conformité avec la réglementation RGPD.

Le titulaire devra ainsi être en capacité de proposer des procédures permettant d'effectuer les traitements obligatoires comme l'anonymisation et la purge des données en masse.

ARTICLE 12. VERIFICATION ET ADMISSION

12.1. Modalités d'exécution des opérations de vérification

La réception est l'acte par lequel l'ÉNSASE accepte avec ou sans réserve les prestations exécutées.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées conformément aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

- Les vérifications quantitatives seront effectuées dans un délai de **15 jours** à compter de la livraison. Elles concernent les appareils, les périphériques et les accessoires.
- Les vérifications qualitatives seront effectuées dans un délai de **30 jours** à compter de la livraison. Elles ont pour but de vérifier que le matériel livré est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions prévues dans le marché.

Les vérifications applicables aux produits consommables seront exécutées conformément et dans les délais fixés au CCAG FCS.

12.2. Décisions après opérations de vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'ÉNSASE prend une décision de réception, de réfaction ou de rejet. L'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. **Un procès-verbal** valant attestation d'admission daté et signé sera remis au titulaire.

Si celui-ci ne notifie pas sa décision dans un délai d'un mois, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Réception des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG FCS, l'ÉNSASE prononce, sans délai, la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché.

L'absence de signature et/ou de transmission à l'ÉNSASE entraîne, de fait, le non-paiement de la facture correspondante adressée par le soumissionnaire, ce document attestant du service fait et portera à minima les éléments suivants à compléter.

La réception, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement des sommes dues.

Réfaction des prestations

Lorsque l'ÉNSASE estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée.

Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le donneur d'ordre dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'ÉNSASE est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Si la livraison non-conforme est acceptée par l'ÉNSASE, une réfaction forfaitaire de 20% sur le montant hors taxe de la prestation non-conforme sera appliquée.

Rejet des prestations

Lorsque l'ÉNSASE estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'ÉNSASE aux frais du titulaire.

ARTICLE 13. DELAI DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, le délai de garantie court à compter de l'admission des prestations d'installation des équipements jusqu'au jour de leur retrait par le titulaire, marquant ainsi la date d'achèvement du marché.

Les équipements devront être maintenus par le titulaire dans un état de fonctionnement irréprochable pendant toute la durée du marché, voir CCTP.

PARTIE 5. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 14. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHE PUBLIC

14.1. Modalités de fixation des prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires, conformément à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix établis sont hors TVA. La TVA applicable est celle en vigueur.

14.2. Contenu du prix

Les prix du marché sont établis en euros hors taxes et réputés comprendre toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services telles que définies dans le présent CCAP. Ils sont établis en considérant comme incluses, outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS (charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations), les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire. Les prix comprennent l'enlèvement des matériels à la fin du marché.

Concernant :

- Location du traceur : les prix sont désignés « coût de location mensuel ». Ils couvrent tous les frais associés à la mise à disposition des solutions d'impression, des accessoires et des services avancés. Ce coût comprend également, les coûts des prestations de maintenance préventive et curative.

14.3. Révision des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution. Ils sont ensuite révisibles par l'application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (I_n / I_{no})$$

dans laquelle :

P = prix révisé HT

P_o = prix HT proposé dans l'offre initiale pour la première révision au 31 août 2026, puis prix HT applicable après la révision de prix annuelle précédente pour les révisions suivantes

I_n = Dernière valeur connue de l'indice suivant à la date de calcul de la révision de prix : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant INSEE 010764130

I_{no} = Dernière valeur connue de l'indice lors du mois de la remise des offres.

La date d'établissement des prix (mois 0) est fixée au mois de remise des offres.

Le prestataire devra justifier les valeurs de l'indice utile à la révision des prix et détailler le mode de calcul des prix révisés.

Il appartient au titulaire d'adresser à l'ÉNSASE à l'adresse info@st-etienne.archi.fr ses nouveaux prix en respectant un **préavis de deux (2) mois** avant leur entrée en application. L'ÉNSASE valide les prix dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de réception en informe le titulaire. En l'absence de nouveaux prix ou dans l'hypothèse où ils seraient communiqués en dehors du préavis indiqué, le titulaire est informé que les prix qui seront appliqués sont les prix précédemment en vigueur. **Aucun nouveau prix** ne sera appliqué sans **validation préalable** de l'ÉNSASE.

14.4. Clause de sauvegarde

L'évolution des prix, résultant de l'application de la formule paramétrique citée ci-dessus, ne **pourra être supérieure à une moyenne de 5 % l'année** sur la durée du marché.

En cas de dépassement de ce seuil, l'ÉNSASE se réserve le droit de résilier le marché.

ARTICLE 15. AVANCE

Il n'est prévu aucune avance dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 16. MODALITES DE PAIEMENT

16.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

16.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition. Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : ECOLE NAT SUP ARCHITECTURE ST ETIENNE
SIRET : 19421614900014

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce. Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 6. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 17. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Pénalité	Montant
Non-respect du délai de livraison	50 € HT par jour ouvré
Non-respect des délais d'installation et de mise en ordre de marche	150 € HT par jour ouvré
Non-respect du délai de réalisation des formations des administrateurs	150 € HT par jour ouvré
Non-respect des délais d'intervention dans le cadre de la maintenance curative	50 euros HT par heure
Non-respect du délai de réparation de toutes pièces défectueuses	50 € HT par jour ouvré
Non-respect du délai de remplacement de toutes pièces défectueuses	100 € HT par jour ouvré
Non transmission du compte rendu d'intervention	50 € HT par jour ouvré
Non-respect des indicateurs de performance	50 € HT par jour ouvré

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Le montant des pénalités sera déduit par précompte sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 18. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG Fournitures Courantes et Services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a

pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 19. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG Fournitures Courantes et Services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Résiliation pour événements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour événements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 20. LIQUIDATION

Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 21. LITIGES ET DIFFERENDS

En application des dispositions de l'article 46 du CCAG FCS, en cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir, notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du marché, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

S'agissant de la formalisation de la réclamation et des modalités de règlement, les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS relatif aux différends entre les parties s'appliquent.

Le Tribunal Administratif de Lyon est seul compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent marché

Le droit français est seul applicable.

ARTICLE 24. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants du CCAP dérogent au CCAG-FCS :

Article(s) du CCAP dérogeant	A l'(aux) article(s) du GGAG - FCS
4	4.1 (pièces contractuelles)
8.1	13.3.2 et 13.3.3 (délais d'exécution)
8.2	13.3.2 et 13.3.3 (délais d'exécution)
8.3	13.3.2 et 13.3.3 (délais d'exécution)
12.2	30.1 (Admission)
17	14.1.1 (Pénalités)